

Faen infos

Éditorial

Cacophonie



Le torchon brûle entre le gouvernement et les régions.

Le Président de l'Association des Régions de France ne décolère pas. En effet, les régions sont amenées à intervenir de plus en plus fort sur les politiques publiques, là où l'État se retire (grand emprunt, SNCF, Éducation).

Et la réforme des collectivités territoriales n'entraînera pas d'économies.

Le Président de l'ARF prévoit un embrasement des coûts qu'il estime à plus d'un milliard d'euros. Il affirme en conséquence que les régions ne sont pas sûres de pouvoir assurer la rentrée 2011 dans les lycées.

Ce style de déclaration n'est probablement pas exempt d'arrière-pensées politiques ou tactiques, les régions cherchant à avoir un financement plus important de l'État.

Ces déclarations argumentées traduisent néanmoins une politique paradoxale du gouvernement qui accroît les transferts vers les collectivités locales, sans les consulter sur les modalités de ces transferts et la mise en œuvre des responsabilités transférées, et sans accroître son financement.

Et le Président de l'ARF de citer les modifications de programme de l'enseignement professionnel qui rendent inutiles ou obsolètes certains équipements lourds récents.

Il évoque également la fragilisation des lycées publics avec la suppression de 16 000 postes dans l'Éducation nationale et l'augmentation des dépenses liées aux nouveaux manuels scolaires.

Il s'inquiète d'une annonce gouvernementale d'augmentation exponentielle de l'apprentissage alors que les informations en provenance des entreprises indiquent que le recrutement des apprentis régresse.

Bref, l'ambiance n'est pas au beau fixe entre les deux co-responsables du financement et du fonctionnement des lycées.

Il ne faudrait pas que cela aggrave encore les difficultés déjà lourdes rencontrées par les personnels.

Marc GENIEZ

Journée d'action du 22 janvier 2011

La FAEN appelle les personnels de l'Éducation nationale à participer à la **journée de mobilisation du 22 janvier**, contre le mauvais budget 2011 et les suppressions massives de postes.



Résultats des élections de parents d'élèves 2010-2011



Les résultats des élections des représentants des parents d'élèves aux conseils d'école et aux conseils d'administration des établissements publics locaux d'enseignement ont

donné les résultats suivants :



PREMIER DEGRE :

- **Listes de parents d'élèves non constituées en association** : 57,73% (+1,26%) ;
- **FCPE** : 18,19% (-0,73%) ;
- **Listes d'associations locales non affiliées** : 13,73% (+0,04%) ;
- **Listes d'union** : 6,05% (-0,38%) ;
- **PEEP** : 2,89 % (-0,21%) ;
- **UNAAPE** : 1,41% (+0,02%).



SECOND DEGRE :

- **FCPE** : 49,62% (-1,06%) ;
- **Listes de parents d'élèves non constituées en association** : 15,80% (+0,82%) ;
- **Listes d'associations locales non affiliées** : 15,77% (+0,86%) ;
- **PEEP** : 11,24 % (-0,26%) ;
- **Listes d'union** : 5,61% (-0,49%) ;
- **UNAAPE** : 1,95% (+0,13%).

Le taux de participation dans le premier degré est de 44%, en hausse de 0,45% par rapport à l'année précédente.

Dans le second degré, il est de 24,71%, soit une baisse de 0,71%.

Rythmes scolaires



Le Rapport d'information de l'Assemblée nationale sur les rythmes scolaires vient d'être publié.

Commission parlementaire, acteurs du système éducatif, dont la FAEN, et internautes dénoncent conjointement une organisation du temps scolaire insatisfaisante, une journée trop longue et une année trop courte.

- **Dans le premier degré**, les parlementaires préconisent de réduire la journée en fixant un plafond d'heures d'enseignement, d'interdire la semaine de 4 jours au profit d'une semaine de 4 jours et demi ou 5 jours et de réinvestir le mercredi ou le samedi matin.

Cette position est en complète opposition avec le point de vue des internautes qui, à une forte majorité (67%), approuvent la semaine de quatre jours et considèrent à 45 % (surtout à l'école primaire) que le travail personnel de l'élève doit être fait pendant le temps scolaire.

- **Dans le second degré**, les rapporteurs dénoncent des emplois du temps trop lourds et rigides avec un volume horaire d'enseignement au collège et au lycée supérieur à la moyenne européenne et proposent d'adopter un volume horaire de travail des élèves de 35 heures « tous travaux



compris ».

Dans ses préconisations destinées à créer des leviers éventuels de changement, le rapport de l'Assemblée nationale propose de :

- donner aux établissements une plus grande autonomie ;
- développer les enseignements pluri disciplinaires et mettre en place un enseignement personnalisé ;
- renoncer au redoublement.

Il propose aussi de clarifier la définition du service des enseignants du second degré en revoyant le temps de présence des personnels dans les établissements.

Les députés préconisent également de :

- rééquilibrer l'année scolaire en appliquant le principe du 7/2 (7 semaines de cours suivies de 2 semaines de congés) ;
- raccourcir les vacances d'été de deux à trois semaines ;
- diminuer les zones de vacances de trois à deux ;
- recourir au contrôle continu pour le baccalauréat.

La plupart des arguments contestés par la FAEN ont malheureusement été repris dans le rapport.

Cette prétendue réforme, loin d'être dans l'intérêt des élèves, n'est en fait qu'un **leurre destiné à accroître sensiblement la charge de travail des enseignants et à réaliser de considérables économies budgétaires.**

Évaluations de CE1 / CM2



Les évaluations de CM2 auront lieu du 17 au 21 janvier et celles de CE1 du 16 au 20 mai.

Elles seront du même type que celles de l'an passé.

Cette année, un tiers des exercices de français et de mathématiques vont disposer d'un nouveau codage : « juste », « faux », « réussite partielle avec erreur », « réussite partielle sans erreur », qui permettra aux professeurs de mieux repérer non pas les élèves en difficulté mais les difficultés des élèves. Un guide sera fourni pour l'interprétation des erreurs.



Néanmoins, les résultats qui remonteront à l'Éducation nationale ne tiendront pas compte de ce nouveau codage pour un tiers des exercices !

Le calendrier reste inchangé. Les évaluations de CM2 sont toujours mal placées : l'évaluation du programme complet en janvier est un non-sens.

Le SNEP-FAEN reste opposé à toute publication école par école des résultats. La concurrence entre les écoles n'apporterait rien à notre système éducatif !

Le SNEP-FAEN fait entièrement confiance aux enseignants pour la mise en oeuvre et la gestion des résultats des évaluations de manière responsable et adaptée.